Elections Législatives du 5 Mars 1967



4me Circonscription de la Haute-Garonne

Marcel PETITJEAN

Remplaçant éventuel : **Robert THIRY**

Candidats 

SOCIALISTES INDEPENDANTS

Electrices, Electeurs,

Nous sommes de simples citoyens, comme vous, et nous n'entendons pas devenir des sujets d'un monarque ou d'un dictateur.

Nous sommes, encore, des HOMMES LIBRES, comme vous, mais de moins en moins, au fur et à mesure qu'un pouvoir autocritique abuse du grand mot de LIBERTÉ pour confisquer en fait et à son seul profit, LES LIBERTÉS essentielles de l'individu.

La liberté de pensée, la liberté de parole, la liberté d'action n'ont jamais été plus menacées qu'aujourd'hui ; ne serait-ce que pour vous faire prendre conscience de cet état de faits, notre candidature serait déjà UTILE.

Nous respectons trop la dignité humaine, pour considérer que le RETOUR au RÉGIME des PARTIS, de ces partis que l'on a justement appelés "du passé", puisse être un remède aux maux de notre pays, mais nous refusons tout autant la solution présente du PARTI UNIQUE camouflé qui étouffe l'homme en l'uniformisant. C'est pour celá que nous sommes INDEPENDANTS.

Et nous sommes SOCIALISTES, parce que, même si ce mot a été trop longtemps galvaudé, au seul profit de quelques démagogues, il n'en garde pas moins un sens profond auquel nous demeurons attachés, celui qui tend à l'organisation d'une Société ou l'homme, où chaque homme puisse, selon ses mérites, trouver un travail digne et un juste salaire qui garantissent une véritable JUSTICE SOCIALE.

C'est pour garantir ces principes fondamentaux que nous nous engageons à défendre les thèmes suivants qui sont indispensables pour assurer l'avenir français.

La défense et le respect des libertés :

Nous voulons une JUSTICE indépendante et honorée, la suppression des juridictions d'exception, la création d'une COUR SUPRÊME, composée de Magistrats nommés à vie, qui veillera à la Constitutionnalité des lois et que CHAQUE CITOYEN pourra saisir.

Nous voulons la disparition des POLICES PARALLÈLES, pour que cesse de rejaillir sur notre pays la honte des enlèvements du Colonel ARGOUD et de BEN BARKA.

Nous voulons que soit affirmé notre droit à une INFORMATION LIBRE, et, à cet effet, que disparaisse le monopole de l'Etat sur la Radio et la Télévision afin que les diverses familles politiques puissent librement et également s'exprimer sur les ondes.

La réparation des injustices commises par le pouvoir gaulliste :

Nous exigeons l'AMNISTIE PLEINE et ENTIERE en faveur de ceux qui ont été condamnés pour être demeurés fidèles à la parole donnée, à une terre fécondée par leurs ancêtres, et qui ont combattu pour une ALGERIE dont DE GAULLE avait proclamé en 1958 qu'elle DEVAIT RESTER FRANÇAISE.

Nous exigeons l'INDEMNISATION TOTALE de nos malheureux compatriotes qui, du fait du pouvoir gaulliste, ont perdu tous leurs bien en Algérie et qui, désespérés, sont revenus parmi nous, s'efforcer de commencer une nouvelle vie à travers d'innombrables difficultés.

L'avenir de la France dans le monde :

Nous voulons que soit poursuivie la CONSTRUCTION de l'EUROPE qui exige la mise en place d'institutions politiques par lesquelles sera affirmé la solidarité européenne, non plus seulement dans le domaine économique, mais dans les domaines politiques, diplomatiques et militaires. Ainsi sera abandonné notre ruineuse et inefficace FORCE de FRAPPE, jouet infantile de la vanité gaulliste.

La formule gaulliste de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural n'est qu'une DANGEREUSE CHIMÈRE qui livrerait l'OCCIDENT libre à la dictature soviétique.

Il n'est d'INDEPENDANCE VERITABLE et de sauvegarde des valeurs fondamentales de notre Civilisation qu'au sein d'une Europe libre et unie, FIDÈLE à l'ALLIANCE ATLANTIQUE. N'oublions pas que DEUX FOIS en CE SIÈCLE, les ÉTATS-UNIS sont venus à notre aide, tandis qu'également deux fois l'URSS nous a trahis : en 1917 en cessant le combat, et en 1939 par le pacte conclu entre STALINE et HITLER.

Aujourd'hui, la courageuse et efficace intervention américaine au VIET NAM a fait la démonstration que, ni la CHINE, ni l'UNION SOVIETIQUE n'étaient capables de soutenir le Viet-Nam Nord, et que celui-ci se trouvait désormais dans l'impossibilité d'assurer la victoire du communisme dans le Viet-Nam Sud.

C'est seulement, ainsi intégrée dans un ensemble puissant que la France retrouvera sa personnalité et sa vocation.

N'oublions pas que le " NEUTRALISME " ouvre la voie au COMMUNISME.

Une expansion économique dans la justice sociale :

Nous voulons que soient affirmés la LIBERTÉ de l'ENTREPRISE et la SECURITE de l'EMPLOI. A cette fin nous dénonçons l'ETATISME envahissant qui, par la FISCALITE et la PARAFISCALITE, permet au pouvoir de PRELEVER 42 % du PRODUIT NATIONAL BRUT (27 % aux Etats-Unis).

Un Etatisme qui, par ses investissements improductifs telle la Force de Frappe, ses prodigalités inconsidérées aux DIRIGEANTS de nos anciennes COLONIES, a conduit au funeste plan de stabilisation, lequel a détérioré la condition des VIEUX TRAVAILLEURS qui par leur participation à l'expansion du pays méritaient le respect, et a interdit aux Entreprises de RELEVER les SALAIRES alors qu'ELLES POUVAIENT LE FAIRE.

Un Etatisme qui révèle l'IMPUISSANCE de l'ETAT a accomplir ses fonctions propres : lenteur et insuffisance de la CONSTRUCTION des LOGEMENTS (particulièrement des logements sociaux), un RESEAU ROUTIER inadapté, des autoroutes en projet ; et le tourisme, porteur de précieuses devises, qui fuit à l'Etranger.

Un Etatisme qui favorise la concentration des grandes entreprises et qui, ainsi, CONTREDIT TOUS LES PROPOS TENUS sur L'AMENAGEMENT du TERRITOIRE, notre région de MIDI-PYRENEES étant traitée en suspect et en parente pauvre.

Il n'y aura d'aménagement honnête du territoire que lorsque les régions auront été appelées à y PARTICIPER par le moyen d'ASSEMBLEES REGIONALES ELUES, pourvues de pouvoir de décision et de ressources financières autonomes.

Un Etatisme qui pratique une politique de bas prix des produits agricoles, instaure une lutte sournoise contre la propriété privée et l'exploitation familiale, et crée des organismes ANONYMES qui mettent en place des structures susceptibles d'être, du jour au lendemain, utilisées par un régime communiste.

Un Etatisme enfin qui porte atteinte chaque jour à la propriété privée par les voies détournées des SAFER pour les propriétés agricoles et par des mesures d'EXPROPRIATION pour les immeubles urbains. L'exemple des expropriations de la Z.U.P. où pour le prix dérisoire de 4 francs le mètre carré, certains ont été privés de leurs biens, est suffisamment net. Ce prix devra être révisé et nous nous efforcerons d'obtenir la révision de ces prix pour des terrains de faible contenance. QUI LOGERA DANS LA Z.U.P. ? Il n'est pas admissible de supprimer des logements individuels et familiaux pour les remplacer par des immeubles collectifs du type "caserne" si contraires à nos habitudes de vie et à une simple conception décente de la vie.

Une Réforme de l'enseignement :

Nous voulons assurer l'efficacité réelle de la démocratisation de l'enseignement, car l'actuel système, objet de refontes continuelles, partielles et contradictoires, ne dispense qu'une fausse culture générale et ne prépare pas à l'exercice d'une profession. Il donnera naissance à des générations aigries, incapables, d'utiliser des diplômes dévalorisés. Il est donc urgent de réaménager fondamentalement l'enseignement secondaire en le DEVERSIFIANT et en faisant appel à la COLLABORATION des PROFESSIONS. Ainsi seront formés les techniciens et spécialistes dont notre société a besoin.

UNE MAJORITÉ NOUVELLE :

Electrices, électeurs, nous vous demandons votre confiance.

Car il est malhonnête d'affirmer, comme le fait le pouvoir gaulliste, que les diverses familles spirituelles qui forment l'OPPOSITION puissent être incapables de s'entendre.

Nous luttons contre le gaullisme et le communisme, et leurs compagnons de route camouflés.

Nous pensons qu'un gouvernement peut être réalisé entre tous ceux qui, comme nous, demeurent indépendants des formations politiques historiques et avec tous les Français, à quelque groupe politique présent qu'ils appartiennent, pour qui les libertés fondamentales, le sens du Social et de la dignité humaine ne sont pas de vains mots.

SUPPLÉANT ÉVENTUEL
Robert THIRY
Négociant

Marcel PETITJEAN
Chef de Personnel
Ancien Combattant d'Indochine et d'Afrique du Nord

Vu : Les Candidats.